

Agnès Levallois: " La seule sortie de crise possible au Liban, c'est un État laïc"

Rédigé par Propos recueillis par Frédéric Dubessy,

Lors d'un entretien exclusif accordé à econostrum.info dans le cadre de la 11e Rencontre internationale de Cybèle, organisée à Marseille par l'association Euromed-IHEDN, Agnès Levallois, ancienne journaliste, consultante spécialiste du Moyen-Orient, dit croire à l'émergence de nouveaux systèmes dans les pays qui ont connu des mouvements sociaux durant la dernière décennie. Notamment au Liban.

Agnès Levallois: L'espoir a été très fort en 2011 et en 2019. Cette parenthèse, pour l'instant en tout cas, est refermée. Ceci ne veut pas dire que nous sommes revenus à la case départ. Je m'élève contre cette analyse selon laquelle il ne s'est rien passé. Un soulèvement s'est déroulé, donc les sociétés se sont rendues compte qu'elles pouvaient faire quelque chose. Ceci est un élément important de leur évolution.

Il est vrai qu'aujourd'hui, les régimes autoritaires ont profité notamment de la crise sanitaire pour interdire les manifestations et mettre un terme à ces mouvements d'opposition. La situation économique a également été telle que les sociétés aspirent désormais à reprendre une vie à peu près normale. Certains remettent à plus tard leur envie de traduire politiquement les revendications ou les promesses reçues.

Certaines parties de la région ont également connu un mouvement de contre-révolution très fort: l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, l'Égypte...

"Les acquis des révolutions peuvent être réactivés"

Nous sommes quand même un peu revenus en arrière en Égypte non ?

A.L.: Oui, dans ce pays, nous sommes revenus en arrière. Mais, je pense que les acquis de ces révolutions, même s'ils paraissent très faibles, peuvent être réactivés ensuite. Elles ont quand même réussi à faire partir Moubarak, Ben Ali...

La chape de plomb qui s'est remise sur l'Égypte peut ainsi réexploser un jour ou l'autre. Ça ne peut pas tenir indéfiniment.

Vous parlez d'acquis, mais ces populations n'ont finalement rien obtenu ?

A.L.: Encore une fois, elles se sont rendues compte qu'elles pouvaient faire tomber un système. Et ce n'est pas rien. Même si ceci paraît dérisoire aujourd'hui par rapport à la difficulté de la vie au quotidien et il ne s'agit pas de la minimiser. Mais, nous constatons pour le coup des résultats tangibles. Maintenant, oui, bien sûr, il existe le sentiment d'un retour en arrière. Nous nous situons dans des processus historiques de longue durée, pas dans un temps médiatique où l'on obtient un changement de société ou de régime en quelques mois et même en quelques années. Il faut plutôt essayer de capitaliser sur ce qu'il s'est passé, sachant que ça va évoluer, au lieu de se dire, nous sommes repartis en arrière et c'est foutu. Ça , je n'y crois pas !

"Il n'y a plus d'État au Liban"

Les Libanais sont descendus dans la rue en 2019, le pays est en faillite depuis mars 2020 et se trouve toujours dans une situation économique, sociale et politique chaotique. Ont-ils encore les moyens de se faire entendre ?

A.L.: Au Liban, la démonstration est désormais faite que le système mis en place avec la répartition communautaire arrive à la fin de son existence. Il est prouvé qu'il ne pouvait plus marcher. Ce système communautaire, avec ce droit de veto réciproque entre les six chefs mafieux, empêche le système de fonctionner. Aucune décision ne peut être prise en dehors d'un accord entre les différentes confessions.

La seule sortie de crise, c'est un État, il n'y en a plus au Liban, et un État laïc. C'est la revendication d'une plate-forme qui se met en place aujourd'hui au Liban à la veille des élections législatives. Elles doivent normalement se tenir en juin 2022. Reste à savoir si ce scrutin se déroulera bien ? Mais si c'est le cas, le mot d'ordre de l'opposition est bien de se mettre d'accord sur un État laïc. Seul lui permettra de sortir de l'impasse dans laquelle se trouve le régime, puisque le système communautaire a conduit à la faillite et a permis aux six chefs mafieux de capter la richesse. Pas que pour eux, mais pour la redistribuer à leur clientèle. Ceci est antinomique avec un État. Une partie des Libanais a tout à fait compris que ceci ne pouvait plus fonctionner.

La limite de mon propos, et j'en suis consciente, c'est que la situation économique étant tellement catastrophique, les politiques en place ont encore de l'argent et donc en distribuent beaucoup auprès des leurs pour s'assurer qu'ils vont voter pour eux. Ceci leur coûte dix fois moins cher qu'auparavant en raison de la chute de la livre libanaise. Ces jeunes sont descendus dans la rue pour demander autre chose, et notamment cet État que je qualifie de laïc, mais on peut dire civil pour ne pas faire peur avec ce terme de laïcité qui est ambigu pour beaucoup. Le risque est que n'ayant aujourd'hui plus rien pour se nourrir, ils aient d'autres préoccupations. 80%

de la population libanaise vit en dessous du seuil de pauvreté donc recevoir 50\$ pour ces Libanais c'est une fortune.

"Nous ne pouvons plus rien tirer de la classe politique libanaise"

Donc, nous ne sommes pas dans la même situation qu'en Libye? Au Liban, il existe une alternative avec de nouveaux acteurs susceptibles de remplacer la classe politique ?

A.L.: Nous ne pouvons plus rien tirer de cette classe politique. D'ailleurs Emmanuel Macron s'y est cassé les dents en tentant de le faire. Il existe effectivement des forces proposant une alternative. Mais vous savez parfaitement qu'il leur faut un peu de temps pour s'organiser et pouvoir proposer un programme. En plus, elles n'ont pas l'argent dont disposent ceux aujourd'hui au pouvoir. La grande difficulté est d'arriver à mobiliser un minimum de ressources pour imposer une nouvelle politique. Alors qu'en face des systèmes ont accumulé pendant tellement longtemps, qu'ils ont de quoi continuer à acheter leur clientèle.

Avec le paradoxe que l'argent pour reconstruire, dans tous les sens du terme, le pays viendra du Fonds monétaire international qui pose justement comme condition que des réformes soient entreprises.

A.L.: C'est le cercle vicieux ! Pour l'instant nous voyons bien ces chefs mafieux n'ont pas besoin d'argent. Ils l'ont déjà et même transféré à l'extérieur du pays depuis longtemps. Ils peuvent donc continuer à vivre ainsi indéfiniment, même si leur population, et excusez-moi de le dire ainsi, crève. Un autre point essentiel, c'est que le Liban s'est vidé de toutes ses forces vives. Je vais faire court, et je sais que ça peut paraître provocant, mais il ne reste plus que les vieux et les pauvres. Et vous ne faites pas un pays avec des vieux et des pauvres. Le drame du Liban aujourd'hui, c'est ça.